SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS Garage CITROEN LYON 7 à LYON

Description de l'établissement

Nom :	Garage CITROEN LYON 7
Adresse :	31-35 RUE DE MARSEILLE 69007 LYON
Commune principale :	LYON (69123)
Communes secondaires	Non renseigné
Activités :	L21 - Vente et réparation automobile
Description :	Non renseignée

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 12/07/2023

Terrain répertorié en Secteur d'information sur les sols (SIS)

Identifiant :	SSP00113620101
Ancien identifiant SIS :	Non renseigné
Description[1] :	Le site a accueilli un dépot de liquide inflammable et un atelier de peinture soumis à déclaration ICPE. La cessation d'activité classée est intervenue en 2011 Les travaux de réhabilitation du garage citroën n'ont pu supprimés l'ensemble des impacts (notamment 11000mg/kg en hydrocarbures et 4,8mg/kg en mercure) et un arrêté préfectoral a été pris en 2013 afin notamment d'imposer la surveillance des eaux souterraines. Un maintien de l'intégrité de la dalle est recommandé par l'ancien exploitant pour assurer la compatibilité de l'usage habitation avec l'état des sols.
Documents associés[2] :	Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 12/07/2023

Enjeux et environnement : La société CITROEN était, selon le récépissé n°13998 du 05 octobre 1977, soumise à déclaration au titre des rubriques : 254 A 1° pour le stockage de liquides inflammables, avec 3 cuves enterrées de 5, 10 et 15 m³, et selon le récépissé n°12492 du 11 janvier 1973, soumise à déclaration au titre des rubriques 405 B 1°b et 4061°a pour l'application, séchage et la cuisson de peinture en étuve.

L'exploitant a cessé ses activités de stockage de liquide inflammables et d'application et séchage de peintures à la date du 15 décembre 2011. Toutefois le site est toujours utilisé pour une activité de garage automobiles (ateliers de mécaniques et ventes de véhicules), mais cette activité n'est pas classée, aux titres des installations classées pour la protection de l'environnement.

Description[3] :

L'exploitant a déclare le 15 décembre 2011 sa cessation d'activité. Ce dossier répond en partie aux obligations fixées par l'article R. 512-66-1 du code de l'environnement. Il rapporte la démarche d'interprétation des milieux et présente un schéma conceptuel avec les projets de mesures prises pour le démantèlement des activités précitées, l'évacuation et l'élimination des déchets, et les mesures de démantèlement des éléments de distribution des carburants, la vidange, le dégazage et inertage des cuves (dossier n° IC110310-1 réalisé par IDDEA).

En complément de ce rapport, il a transmis le 20 avril 2012, un dossier, n° IC110310-3 relatif aux prélèvements des sols au droit de l'ancienne cuve compartimentée de 30 000 l de carburant et un dossier n° IC110310-2, de récolement relatif aux travaux de dépollution et d'autre part le 24 janvier 2013 le rapport IC100317 correspondant a l'étude historique et documentaire avec le diagnostic de pollution du sous-sol au droit de la succursale Citroën, réalisé par IDDEA à OLIVET (45160).

L'étude historique et les résultats des observations ont permis de cibler les sondages à réaliser dans les sols.

Une première campagne d'échantillonnage (15 sondages exploitables (de S1 à S17) sur des profondeurs de 1 à 5 m) a eu lieu le 10 décembre 2010, sur les paramètres suivants :
- Métaux (As,Ca,Cd, Cr, Hg, Pb, Ni,Pb, Zn),
- Hydrocarbures totaux C10-C40 (HCT C10-C40),
- Composés aromatiques volatils (BTEX),
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
- Composés organo halogénés volatils (COV)

Après analyse des premiers résultats, une campagne d'investigations complémentaires a été réalisée en mars 2011, sur les zones ayant fait apparaître des anomalies. Elle a donné lieu a 26 sondages exploitables (T1à T19), effectués à la tarière mécanique avaient été réalisés :
- au droit de la zone Véhicules Neufs (13 sondages descendus à 6 m de profondeur),
- au droit et à proximité du monte-charge (10 sondages descendus à 6 m de profondeur maximum),
- à proximité de la fosse d'huiles usagées (3 sondages descendus à 5 m de profondeur maximum).

Au regard des investigations de décembre 2010 et mars 2011, il apparaît que :
- la zone Véhicules Neufs présente un spot de pollution en hydrocarbures totaux C10-C40, en Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP), en Composés Aromatiques Volatils (CAV) au droit des sondages S2, T4 et T5
- la zone du monte charge présentait également des teneurs significatives en hydrocarbures totaux et en Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP).Des anomalies en cuivre, zinc, cadmium, mercure et plomb plus ou moins significatives.
- D'une manière générale, on rencontre de fortes anomalies systématiques pour le plomb et le cuivre. De plus l'ensemble des teneurs en mercure à l'exception des teneurs relevées au droit des échantillons T22.1 entre 1,2 et 3 m et T15 entre 0,2 et 0,8 m, sont supérieures à la gamme de valeurs couramment observées dans le cas de sols ordinaires selon le référentiel ASPITET.

L'Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires, calculés pour une exposition par inhalation de vapeurs au droit des différents

aménagements conclut à des risques non acceptables dans la zone Véhicules Neufs et dans la pièce du monte-charge pour un usage est de l'hôtellerie et des bureaux dans les étages de la succursale.

Dans le cadre du présent plan de gestion, différentes solutions de gestion avaient été étudiées (excavation ; traitement in situ par Venting ; traitement in situ par Oxydation chimique). L'évacuation et l'élimination hors sites vers des filières spécialisées était présentée comme la solution offrant le meilleur compromis technique, économique et environnemental. Cette solution devait permettre un retrait de la source permettant à PSA de s'exempter de servitudes.

La société SOLEO SERVICE a réalisé ces travaux du 9 au 28 février 2012. Les travaux ont porté sur 5 zones à l'intérieur et 1 zone à l'extérieur du bâtiment. Des analyses de fond de fouilles après travaux (dossier de récollement de mars 2012 (ref rapport IC110310-2) et du diagnostic de sols au droit de l'ancienne cuve de 30 000 l (réf rapport IC110310-3))

Au vu des recommandations des rapports et du dossier de cessation d'activité de la succursale Citroën à Lyon 7 éme, en matière de traitement des sources de pollution identifiées, l'inspection des installations propose de prescrire :
- la réalisation d'un suivi de qualité des eaux souterraines
- le traitement des anomalies en arsenic, cuivre, zinc, cadmium, mercure et plomb

La rapport de l'Inspection du 4 juillet 2013 signale notamment les teneurs en fond de fouille suivantes :
- 11000mg/kg en hydrocarbures;
- 4,8mg/kg en mercure.

Le courrier de l'exploitant du 23 juillet 2014 indique notamment :
- un impact en COHV dans la nappe mais qui ne peut être attribué au site (teneurs supérieures en amont hydraulique);
- une compatibilité de l'état des sols avec un usage de logement en rez de chaussée;
- la nécessité du maintien de l'intégrité de la dalle de plancher.

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) :

Metaux et métalloïdes / Arsenic

Benzène et dérivés / Somme de benzene, toluene, ethylbenzene, xylenes

Metaux et métalloïdes / Cadmium

Metaux et métalloïdes / Cuivre

HAP (Hydrocarbures aromatiques, polycycliques, pyrolytiques et dérivés)

Hydrocarbures et indices liés

Metaux et métalloïdes / Mercure

Metaux et métalloïdes / Plomb

Metaux et métalloïdes / Zinc

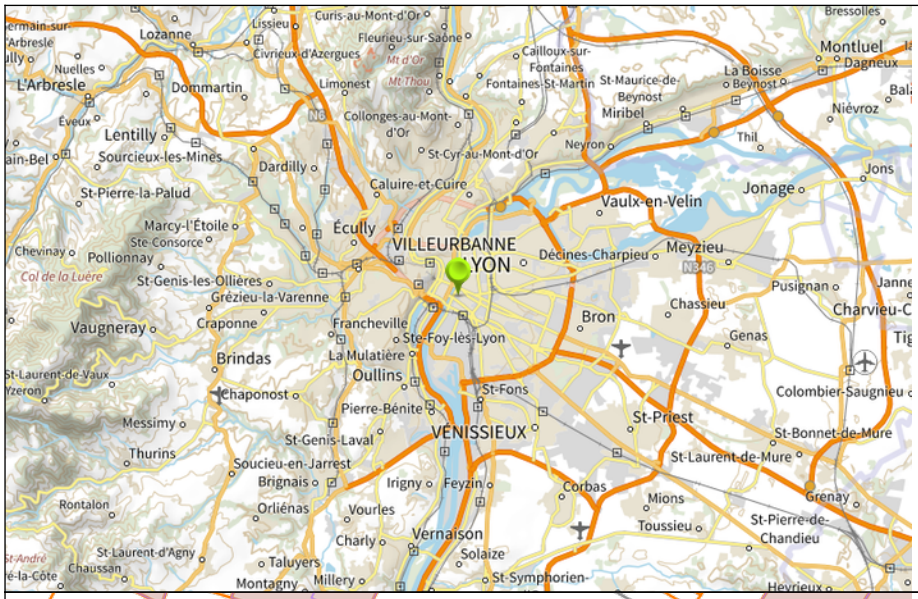
Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le Secteur d'information sur les sols (SIS)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
Lyon	1	AP	0017	69

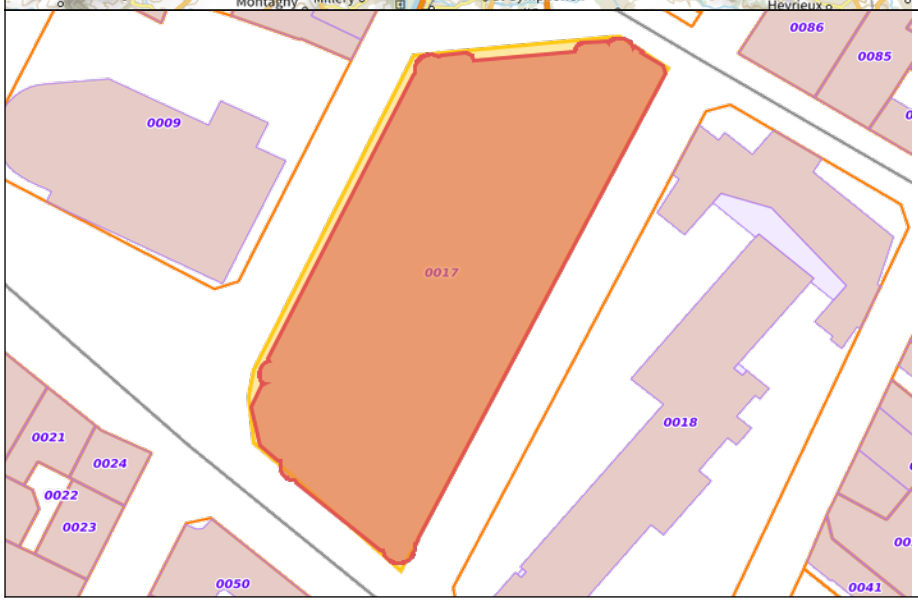
Plans cartographiques :



Emplacement classification

Fond de carte SCAN IGN®

Classification : SSP00113620101



Emprise classification

Fond de carte Parcellaire Express (PCI) IGN®

Classification : SSP00113620101

Coordonnées du centroïde RGF93 / Lambert-93 (EPSG:2154) : Long. : 843048.3884232957, Lat. : 6518497.111783274

Superficie estimée : 6452 m²

1 - Pour les etablissements renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)
2 - Les documents associés seront téléchargeables sur Géorisques lors de la publication de la fiche
3 - Les informations contenues dans les bases de données BASOL et SIS peuvent être similaires pour les etablissements créés avant 2020. Ainsi les descriptifs des conclusions de l'administration et de l'action de l'administration peuvent être identiques.